

COVID-19: le pire est-il certain ?

Conférence-débat du 20 mai 2020

Programme

1. Introduction par IDEA

2. Analyse de la situation macroéconomique dans le monde, en Europe et en France, par Denis Ferrand (Rexecode)

3. L'impact de la « crise COVID » sur l'activité et les finances publiques au Luxembourg, par Muriel Bouchet (IDEA)

4. Q & A

Analyse de la situation macroéconomique dans le monde, en Europe et en France

par Denis Ferrand (Rexecode)

L'impact de la « crise COVID » sur l'activité et les finances publiques au Luxembourg

par Muriel Bouchet (IDEA)

Plan de l'exposé

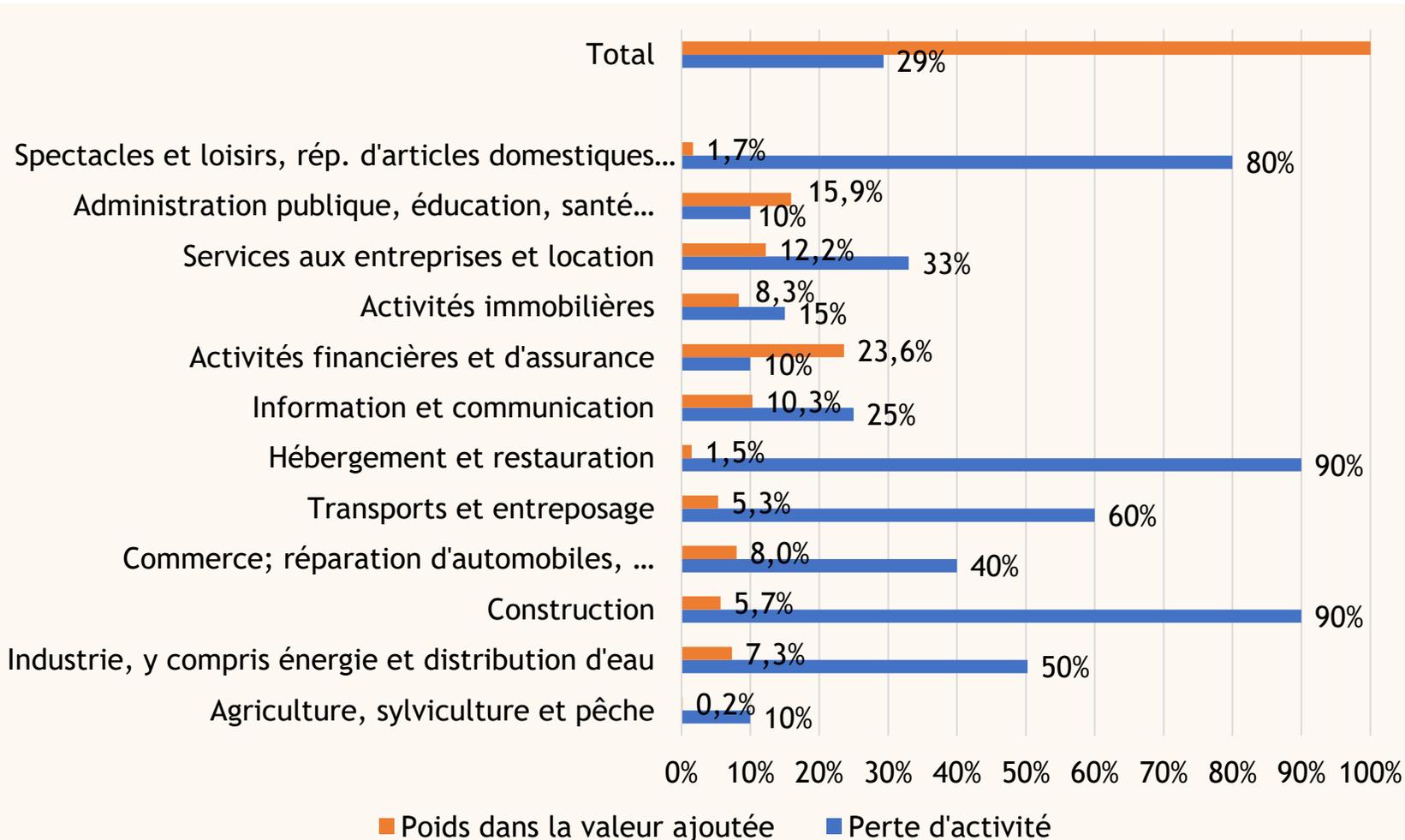
- Quel impact sur l'activité économique? Trois simulations illustratives
- Quel impact sur les finances publiques (soldes et endettement)
- En guise de « conclusion »...

Impact sur l'activité économique

IDEA: le scénario «de base»

Taux de perte d'activité en confinement strict (en % de la valeur ajoutée)

Sources : BCE, STATEC, Insee, OFCE et arbitrages IDEA.



Simulation illustrative:

présentée à la presse pour la première fois le 14 avril (avant FMI et Commission...).

Deux hypothèses principales:

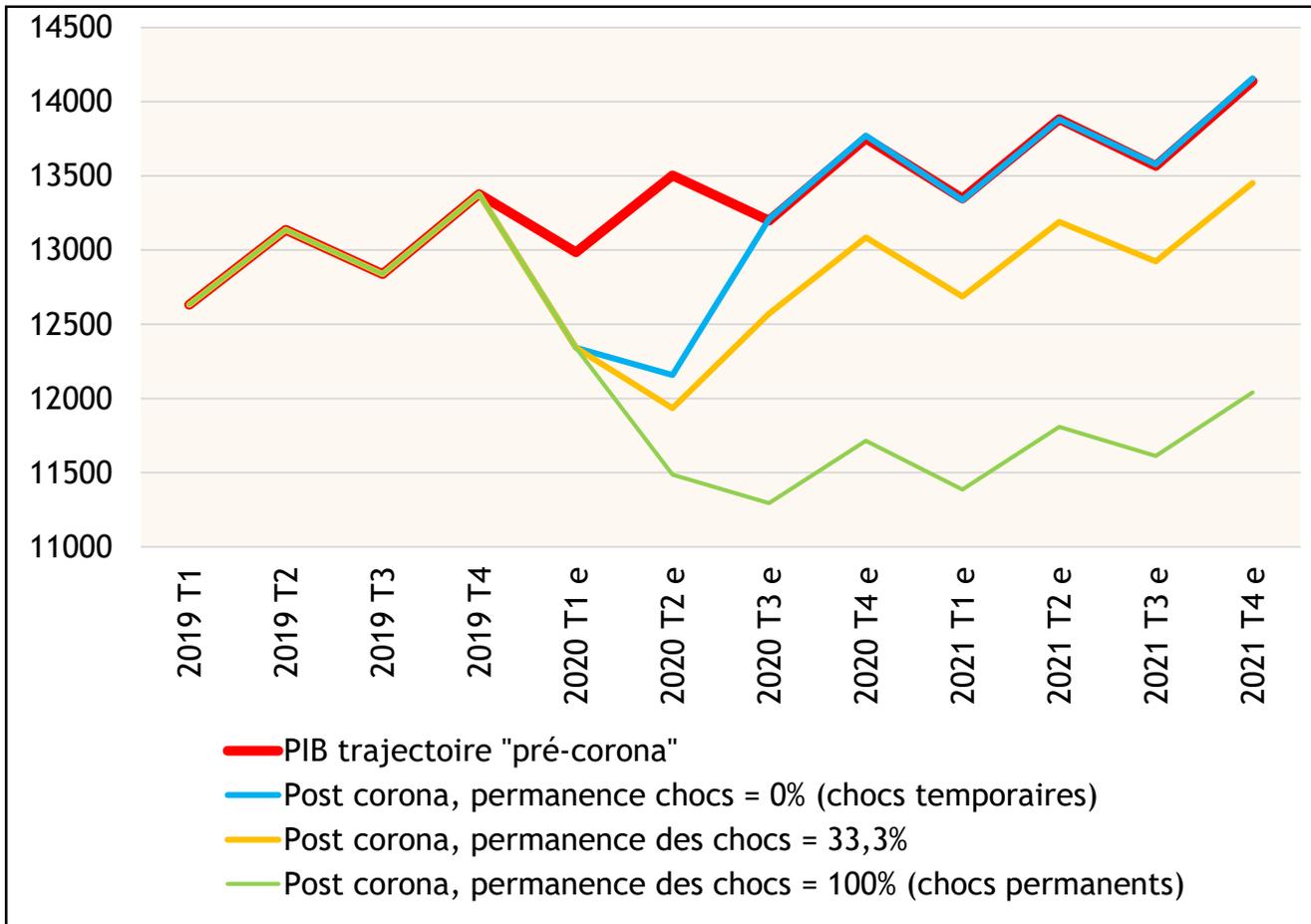
- Confinement jusqu'à la fin avril.
- Perte globale d'activité de 29% pendant le confinement (-35% dans le non marchand): voir le graphique. Situation très contrastée.

Impact sur l'activité économique

IDEA: le scénario «de base»

Trajectoire du PIB trimestriel aux prix de 2010
en fonction du degré de permanence des chocs (millions d'euros)

Sources : STATEC, Insee et calculs Fondation IDEA asbl.

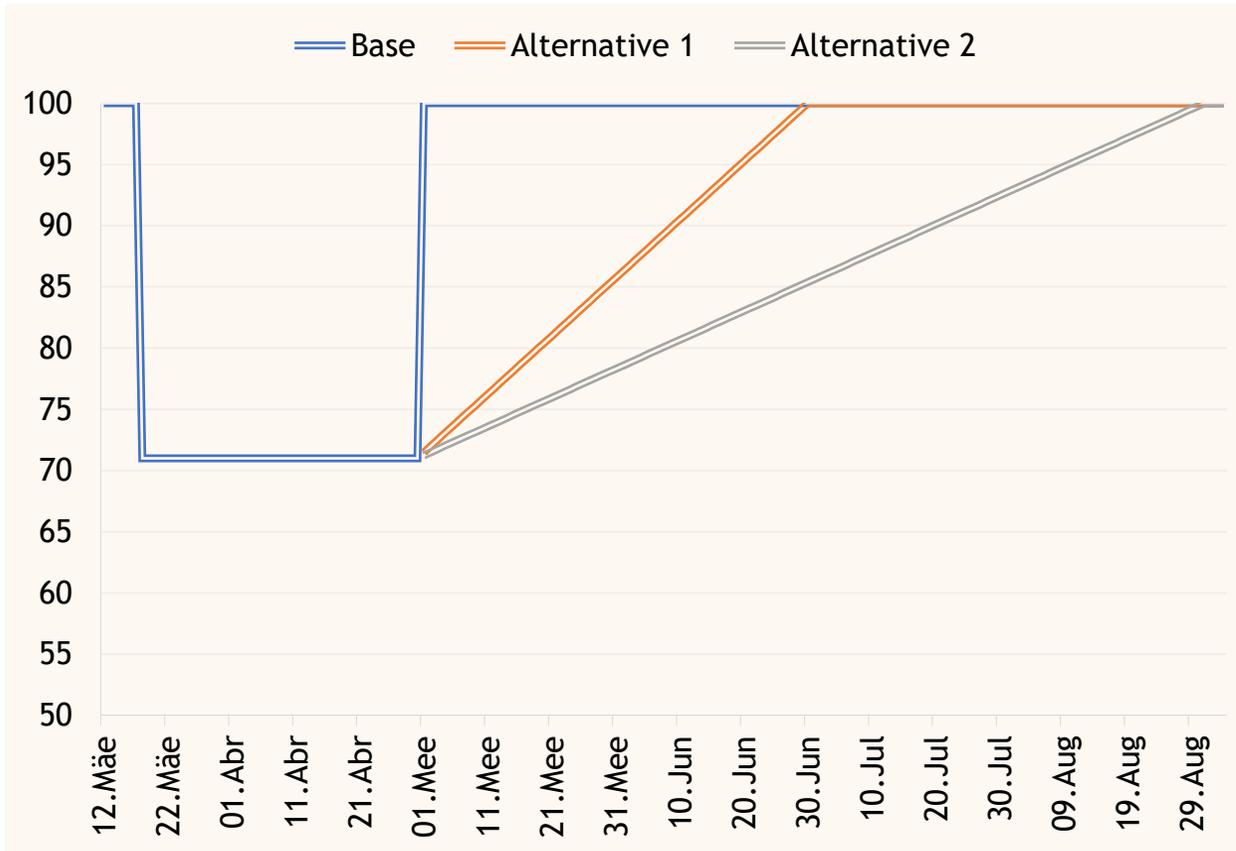


- Résultats (PIB trimestriel) en fonction de la permanence des chocs trimestriels (graphique)
- Courbe jaune privilégiée = scénario de base. Un choc est permanent à raison d'un tiers (faillites, confiance consommateurs et investisseurs, enlèvement dans le chômage, etc.)
- Croissance de -4% en 2020, de +4,6% en 2021 avec effet de rebond mécanique
- Perte de PIB fin 2021 (par rapport à une évolution sans crise):
-5% du PIB = -3 milliards d'euros

Impact sur l'activité économique

Les deux simulations «alternatives»

Taux d'activité moyen (en %)

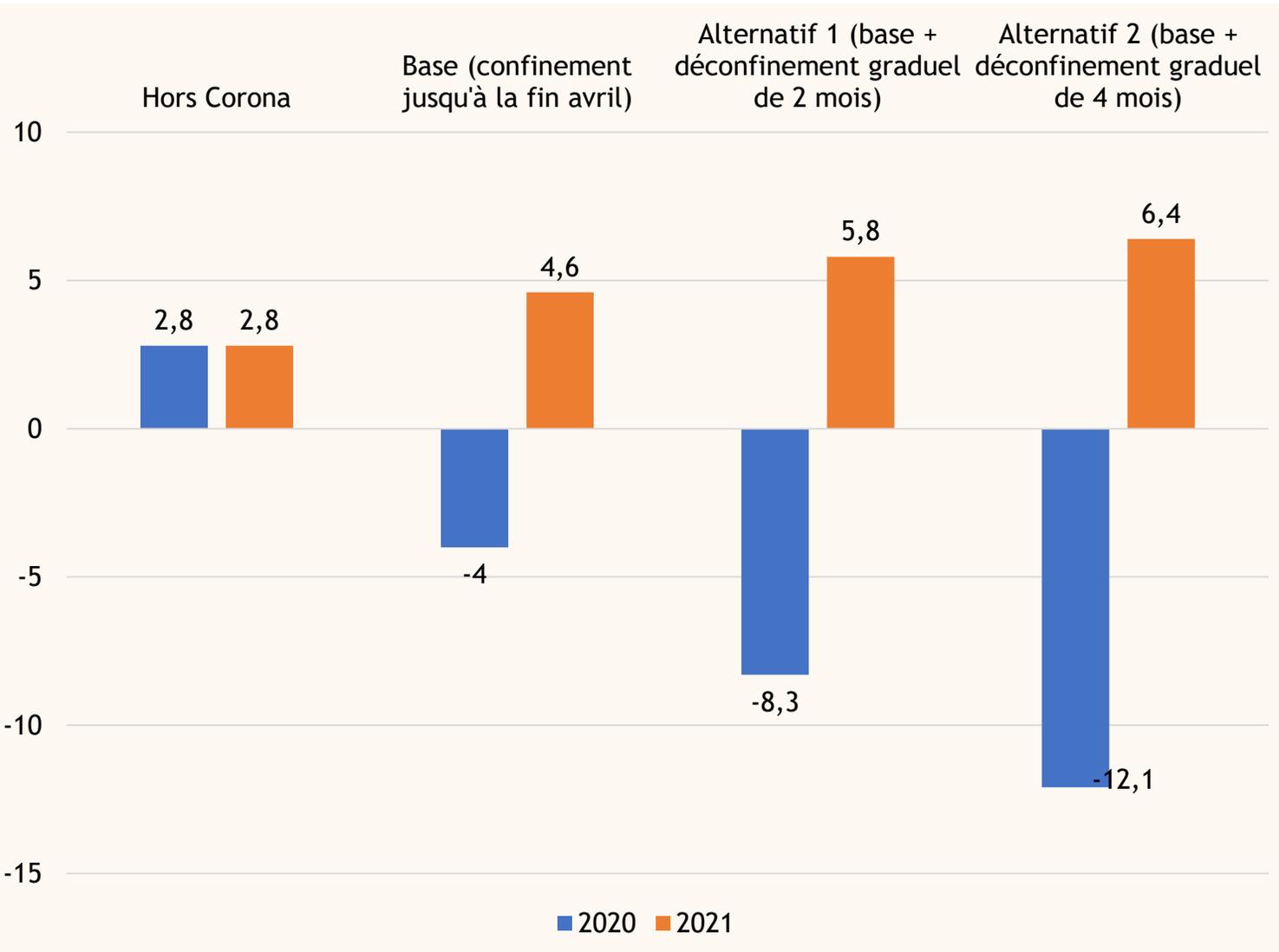


- Ajout d'une **période de « déconfinement »** au scénario de base. Avec remontée **linéaire et graduelle** de l'activité.
- **Alternative 1:** confinement fin avril, plus un « déconfinement » graduel de l'activité jusqu'à la **fin juin** (2 mois).
- **Alternative 2:** confinement fin avril, plus un « déconfinement » graduel de l'activité jusqu'à la **fin août** (4 mois).

Impact sur l'activité économique

Les deux simulations «alternatives»

Taux de croissance du PIB en volume (en %)



- **Alternative 1:**
-8,3% en 2020, +5,8% l'année suivante

Par rapport au «trend hors crise»:
Ecart de 11% fin 2020
Ecart de 8% fin 2021

- **Alternative 2:**
-12% en 2020, +6,4% l'année suivante

Par rapport au «trend hors crise»:
Ecart de 15% fin 2020
Ecart de 11,5% fin 2021

Impact de la crise sur les finances publiques

Les mesures gouvernementales

Mesures discrétionnaires à la date du 30 avril 2020

(en million d'euros, sauf mention contraire) - Sources : Ministère des Finances et calculs IDEA.

	Selon le PSC	Imputatio n IDEA	% du PIB post crise
Mesures avec effet permanent			
Outils et infrastructures médicaux lutte COVID-19	194	194	0,3%
Autres dépenses en lien avec la gestion de la crise COVID 19	47	47	0,1%
Aides en faveur microentreprises et indépendants	250	250	0,4%
Aides aux start-ups, R&D et investissements	34	34	0,1%
Aides sociales dans le secteur culturel	2	2	0,0%
Chômage partiel	989	781	1,3%
Congé pour raisons familiales	226	226	0,4%
Prolongation de l'indemnité de chômage pour 3 mois	10	10	0,0%
Indemnités pécuniaires de maladie	106	106	0,2%
TOTAL	1858	1650	2,6%
Mesures censées n'affecter que les "cash flows"			
Avances remboursables aux entreprises	400	0	0,0%
Reports de paiements impôts directs	1250	0	0,0%
Reports de paiements impôts indirects	300	0	0,0%
Reports de paiements cotisations sociales	3000	0	0,0%
TOTAL	4950	0	0,0%
TOTAL GENERAL	6808	1650	2,6%

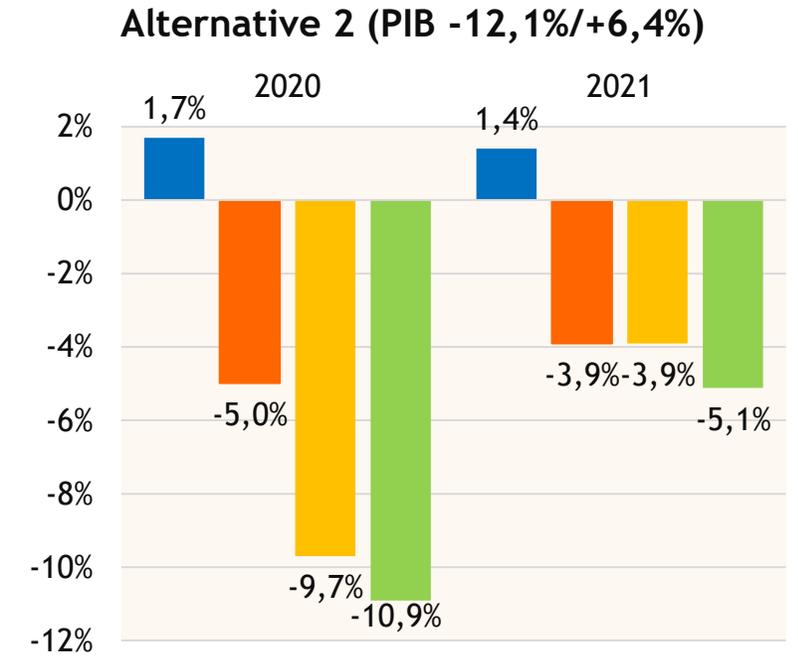
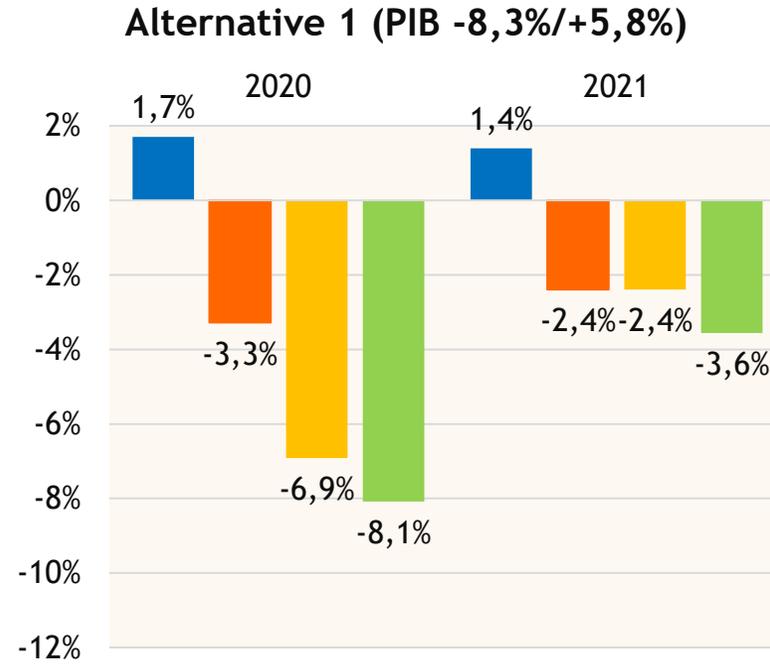
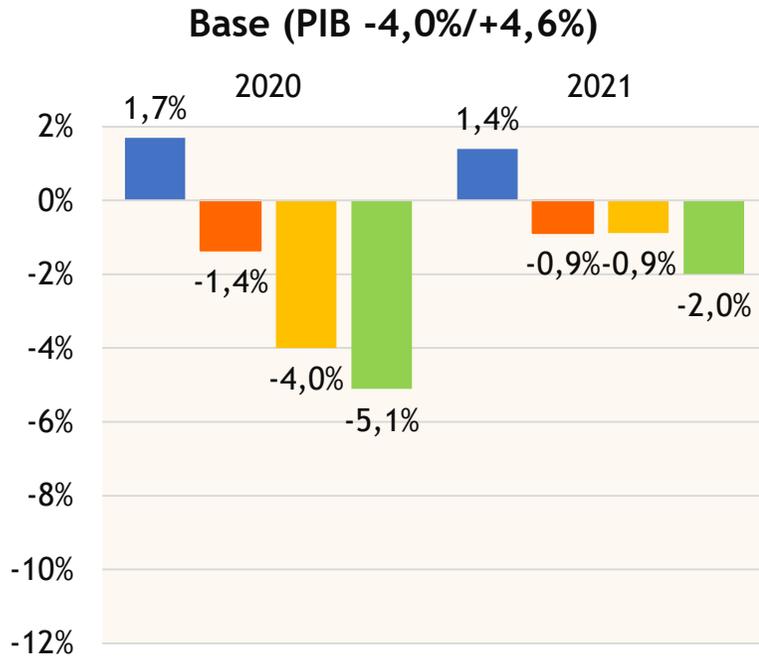
- **En l'absence de crise:** solde des Administrations publiques de +1,7% en 2020 et de +1,4% en 2021 (STATEC).
- **Après crise:** deux sources de dégradation:
 - L'impact de la **baisse du PIB** (effet sur les recettes publiques, sur les dépenses de chômage). **Impact négatif équivalent à 3% du PIB en 2020 (base).**
 - L'impact du **programme gouvernemental** du 25 mars 2020 et des mesures additionnelles. Voir le tableau (mesures annoncées dans le PSC, le 30 avril 2020). **2,6% du PIB en 2020 (base).**

Impact de la crise sur les finances publiques

Résultats des simulations (solde public)

L'escalier des finances publiques

(soldes des Administrations publiques, en % du PIB)



- Solde "hors crise"
- ... après impact de l'activité
- ... avec mesures discrétionnaires
- ... avec pertes sèches reports de paiement

... en supposant l'absence de mesures discrétionnaires nouvelles

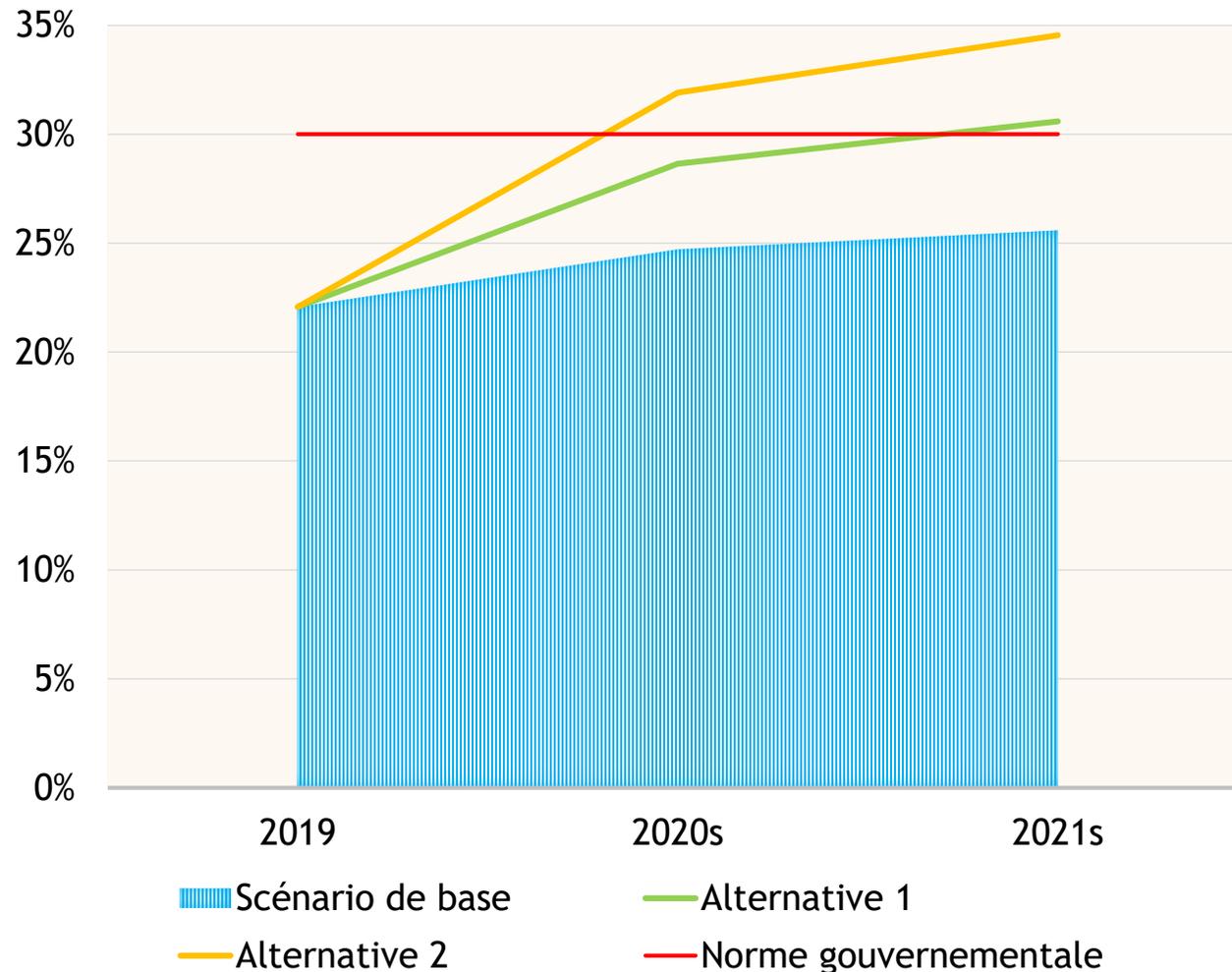
Impact de la crise sur les finances publiques

Résultats des simulations (dette publique)

Evolution de la dette publique consolidée des Administrations publiques

(ratio « de Maastricht », en % du PIB)

Sources : 21^{ème} actualisation du Programme de Stabilité et de Croissance du Luxembourg, STATEC et calculs IDEA.



- En supposant la stabilité des actifs financiers des Administrations publiques (sauf utilisation du préfinancement constitué en novembre 2019).
- **Alternative 1**: dépassement de la norme gouvernementale (30%) en 2021.
- **Alternative 2**: net dépassement des 30% dès 2020.
- Mais dette inférieure à 60%, actifs financiers, multiplicateurs des investissements publics.

Impact de la crise

Quelques conclusions et interrogations...

- 3 simulations illustratives, dans un environnement changeant au jour le jour. Hypothèses pouvant être discutées, mais transparentes.

	Croissance du PIB réel		Solde Admin. publiques		Ratio d'endettement	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Base	-4,0	4,6	-5,1	-2,0	24,7	25,6
Alternative 1	-8,3	5,8	-8,1	-3,6	28,6	30,6
Alternative 2	-12,1	6,4	-10,9	-5,1	31,9	34,5

- Conséquences de la « crise Corona » potentiellement lourdes en termes d'activité, de finances publiques.
- Consensus sur la nécessité d'une réaction immédiate pour assurer la continuité du tissu économique: flexibilité budgétaire à court terme. Mais quelle relance fin 2020 - en 2021? Investissements publics? Lesquels? A quel niveau? (Etat/communes/Europe).
- Quelle réaction des ménages (épargne de précaution?), quid des investissements privés dans un environnement incertain?
- Beaucoup d'incertitudes à court terme, mais aussi à moyen terme: impact de la crise sur la construction européenne, la zone euro, le contexte (géo)politique, la cohésion sociale, la transition verte...?



Place à vos
questions !